

« Un gouvernement ? On n'a pas besoin d'eux, ça tourne très bien comme ça »



Tendez l'oreille, même pas trop, ça fuse, les conversations au café, en famille, en ville, où vous voulez, une vraie petite musique à rebours pour les fêtes : « Un gouvernement ? On n'a pas besoin d'eux, ça tourne très bien comme ça. » Circulez. La succession des longues crises politiques – six mois déjà cette fois, et ce n'est pas fini – a pour effet de répandre ce sentiment selon lequel le gouvernement est superflu, après tout.

Une boutade, mais pas toujours, et pas que. Empreinte d'antipolitisme, mais pas toujours, et pas que. C'est aussi un cri en creux, peut-être un appel au secours, ou à autre chose. Il y a comme un gros malaise démocratique. Pour l'interpréter, nous avons sollicité [Anne-Emmanuelle Bourgaux](#) et Christian Behrendt, constitutionnalistes, à Mons et à Liège, un peu politologues et chroniqueurs de notre vie sociale.

Christian Behrendt ne concède rien aux commentaires « expéditifs », qui sont justifiés, les crises laissant forcément leur marque, mais pas justifiables. « Je vois le problème, j'entends ce qui se dit, mais je m'inscris en faux catégoriquement. Si vous permettez, je pars de deux prémisses, parmi d'autres, pour illustrer mon propos. La première pour réaffirmer la pertinence de la distinction gauche-droite sur l'échiquier politique, loin du relativisme du genre tous les discours se valent ou des considérations sur la pseudo société post-moderne où ces catégories d'analyse auraient perdu tout sens. Non, choisir la gauche ou la droite, c'est doser les choses différemment entre les concepts, d'une part, de solidarité collective, et, de l'autre, de responsabilité individuelle. La seconde prémisses a trait, elle, à l'exercice des fonctions étatiques par rapport à l'affirmation de sa religion ou de sa philosophie, et là encore l'on peut doser les choses différemment entre d'une part, la liberté individuelle de confession pour les citoyens et, de l'autre, la non-préférence confessionnelle des organes collectifs... Pourquoi ces deux prémisses, parmi d'autres ? Parce qu'elles sont parlantes : qui va faire les fameux « dosages » dont j'ai parlé ? Qui, sinon les

représentants légitimés par les élections ? C'est la seule vraie voie en démocratie », ponctue Christian Behrendt. « Nécessairement, il faut un gouvernement. Pour faire pencher la balance des valeurs d'un côté ou de l'autre. »

Les partis au pilori

Autre musique : membre de Carta Academica, [Anne-Emmanuelle Bourgaux](#), dont nous avons publié récemment une tribune sur le sujet, pointe d'emblée des « responsabilités », pour ne pas dire des responsables. Elle écrit et cible : « Ce sont les présidents de parti qui sont à la manœuvre pour négocier tout accord et le casting ministériel, et aucune règle juridique ne vient encadrer ce moment crucial, ils ont là des prérogatives exorbitantes. Et comme les partis se vident de leurs militants, le contrôle interne – quand il existe – est un contrôle endogame. Faut-il s'étonner alors que leurs intérêts stratégiques prennent le pas sur des impératifs supérieurs : l'efficacité et la continuité du service public, ou encore le respect rapide du suffrage universel ? » Voilà pour les « responsabilités ». Quant à l'impact : « La limitation de la gestion d'un pays aux affaires courantes a des conséquences graves, elle est de nature à réduire la confiance des citoyens envers le monde politique déjà mise à rude épreuve, elle empêche le déploiement de politiques volontaristes en faveur de ceux et celles qui en ont le plus besoin comme le montre par exemple la très grande inquiétude du secteur associatif et non-marchand bruxellois. Enfin, un Etat sans capitaine, c'est un Etat faible, incapable d'exercer un quelconque rapport de force, sur le plan interne ou international. Le drame social chez Audi Brussels l'illustre, ici par rapport au pouvoir économique. L'absence d'interlocuteur politique fédéral et régional de plein exercice empêche d'exercer un quelconque rôle de régulation, de protection, de médiation. » Vlan ! La particratie est dans le collimateur, sujet à la fois tabou et ressassé – c'est possible –, qui reste désagréablement suspendu dans l'air, sans suite et sans leçons, ce qui n'est pas bon.

A qui profite le crime ?

Au passage, on peut s'interroger : à qui profite le crime ? Une chose est sûre : on est en Belgique, donc gare au communautaire. Pas de gouvernement fédéral, ajoutez pas de gouvernement pour la Région bruxelloise, c'est pile-poil le plan parfait pour le mouvement flamand, dormant, mais jusqu'à quand ?

En attendant, pas de panique, les « affaires courantes » font le reste, le gouvernement De Croo « gère » (on votait ce jeudi soir les douzièmes provisoires budgétaires au Parlement, etc.). « Ça, les gens le savent, et c'est bien que cela puisse rassurer au fond, car dans cette mesure l'absence d'un gouvernement de plein exercice n'apparaît pas comme abyssalement catastrophique, on évite l'alarmisme destructeur. Mais cela ne doit pas nous empêcher de revenir à l'essentiel, et d'interpeller les politiques qui sont à la manœuvre : la plus-value en démocratie, c'est d'avoir un gouvernement qui gouverne pleinement, qui tranche dans les grands débats, qui arbitre, et il est temps », explique Christian Behrendt.

Le pouvoir aux citoyens

A l'avenir, que faire ? Imposer un délai raisonnable après les élections pour former un exécutif ? Christian Behrendt encore : « Je n'y crois pas, imaginez que l'on se donne trois mois, ou six, et qu'après cela on retournerait aux urnes, alors les partis ne seront-ils pas en campagne permanente vu le risque de reconvoquer aussi vite l'électeur ? Non, ça ne tient pas. Les politiques doivent être à même de prendre leurs responsabilités, voilà tout, ne baissons pas les bras. »

[Anne-Emmanuelle Bourgaux](#) a « une autre idée », voit « une alternative ». Militante de la cause citoyenne, elle s'avance : « La démocratie participative, voilà ce qui devrait nous inspirer dans cette situation. Et la Belgique est à l'avant-garde dans ce domaine, nous avons mis en place des mécanismes innovants avec des citoyens tirés au sort, de différents milieux, etc., dans les Régions, au fédéral aussi : activons-les. Ils sont basés sur la délibération au moment où les politiques, eux, ne savent plus délibérer. Mettons en place des commissions citoyennes délibératives sur les sujets qui calent. Ce n'est pas folklorique : l'Irlande a fait ça sur l'avortement, sur le mariage homosexuel... Vous savez, le principal argument des partisans sans partage du modèle représentatif, c'était la rationalité, or on voit qu'elle est en panne, alors, je l'ai dit, activons le pouvoir citoyen – j'ajouterais le parlementaire, grand absent, mais c'est une autre histoire – pour retrouver de la rationalité justement, en tout cas il faut innover démocratiquement, c'est devenu absolument nécessaire. » Va, donc, pour les « commissions citoyennes délibératives » ? Et ça n'a rien de provocant.

David Coppi

[Négociations fédérales : « Un gouvernement ? On n'a pas besoin d'eux, ça tourne très bien comme ça » - Le Soir](#)

